

TRAGÉDIE À BENI: UNE CRISE PRÉDITE?

UNE NOTE DE PEACE DIRECT SUITE AU MASSACRE D'AÔUT 2016 EN RDC

En août, au moins 42 civils ont été abattus à la machette à Beni dans l'Est de la RDC. Ce n'est pas la première fois qu'un acte d'une telle violence se produit et ce n'est certainement pas la dernière. Comment peut-on mettre un terme à ces tueries ? Cette note se base sur des recommandations faites lors d'une série de rencontres de la société civile à Beni, rencontres facilitées par Peace Direct entre mars et août 2016.



L'armée congolaise en patrouille au Nord-Kivu. Les auteurs du massacre en août restent inconnus, mais les difficultés du Congo avec les groupes armés est bien documenté. Crédit image : [MONUSCO](#).

RECOMMANDATIONS POUR LES PARTIES PRENANTES

La société civile locale a identifié des activités clés qui devraient avoir lieu suite aux récents massacres à Beni :

1. **Organiser des dialogues publics, menés par les autorités locales et la société civile, pour dénoncer la violence et la justice populaire qui peuvent engendrer encore plus de violence, de massacres et de tensions ethniques.**
2. **Mener une sensibilisation urgente et intensive de la population pour un cohabitation pacifique et des réponses constructives en ces temps difficiles.**
3. **Organiser des sessions pour accroître la confiance entre la MONUSCO et la population, par le biais de la société civile.**
4. **Etablir un réseau d'alerte précoce pour consolider la sécurité et atténuer les atrocités.**
5. **Superviser des jeunes désœuvrés et faciliter les plans de démobilisation et de réintégration des groupes armés dans leur communauté.**

Pour que ces recommandations soient efficaces, il est nécessaire **d'augmenter la capacité de consolidation de la paix à Beni**, et ce par le biais d'investissements dans la société civile, sur base des recommandations suivantes:

Bailleurs internationaux et ONGs : Renforcer les capacités des artisans de paix pour qu'ils puissent continuer leur travail.

Il existe déjà de nombreux individus et organisations à Beni travaillant pour la paix. Il n'y a cependant aucun mécanisme de coordination dans le secteur de la consolidation de la paix et ces acteurs locaux ne sont pas suffisamment soutenus. Coordonner ces capacités locales au travers de petits investissements est important et utile.

Le gouvernement congolais : Définir des actions claires et précises afin d'impliquer les organisations locales de consolidation de la paix dans la stratégie pour l'Est de la RDC.

Le gouvernement devrait aider les organisations locales à formaliser leur status légal, effectuer une vérification des capacités existantes et incorporer les organisations représentant les communautés locales dans des forums clés tels que dans le Plan de Stabilisation et de Reconstruction pour l'Est de la RDC. Le gouvernement devrait également garantir la protection des défenseurs des droits de l'homme qui courent énormément de risques.

MONUSCO : Faire de Beni une zone prioritaire dans le cadre de la Stratégie Internationale d'appui en matière de Stabilisation et de Sécurité (I4S) et préparer le pilier du Dialogue Démocratique à l'avance.

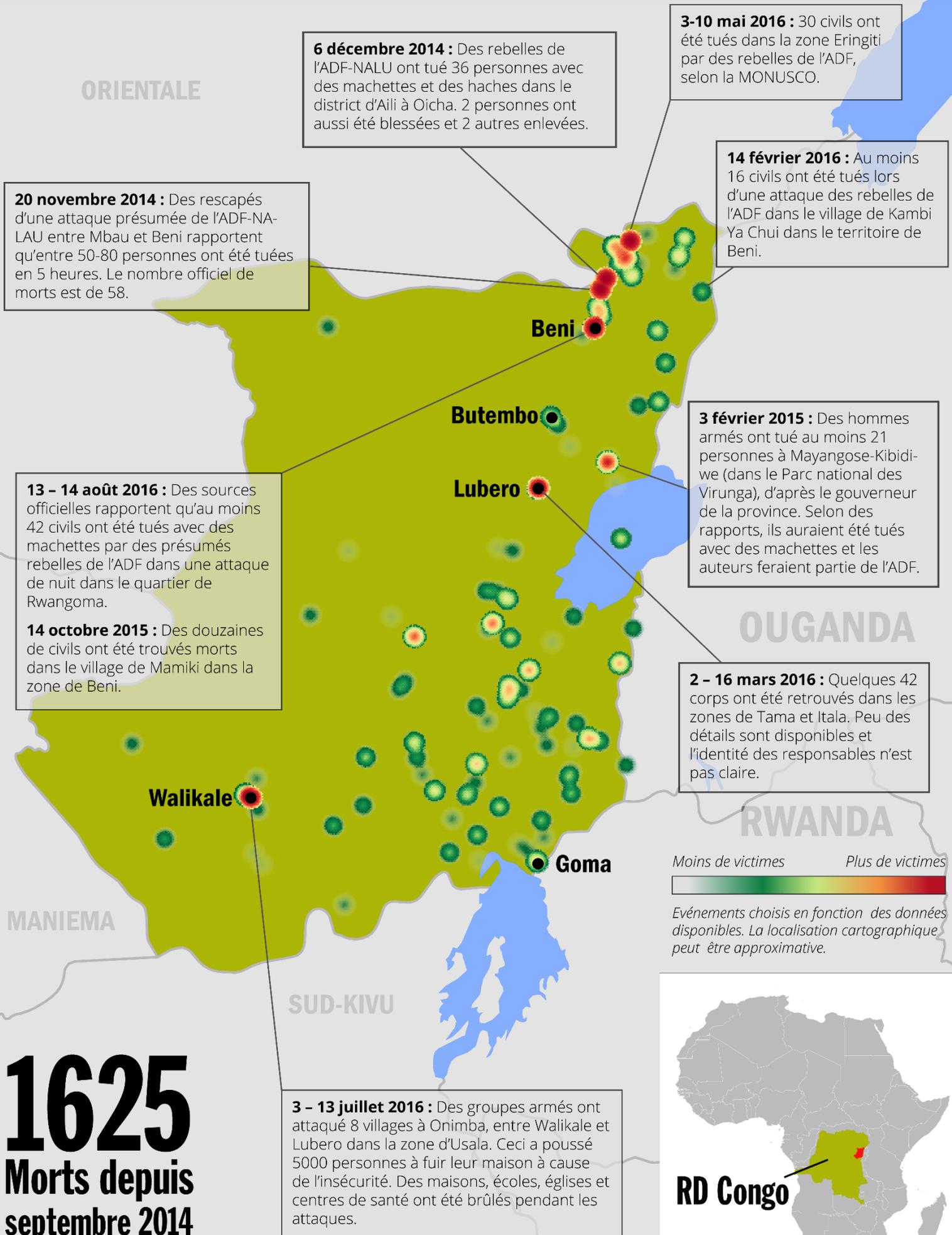
Beni doit rapidement devenir une zone de priorité pour l'I4S. Du temps doit être donné aux leaders locaux pour qu'ils puissent développer leur engagement avec l'I4S, en séquençant le pilier du Dialogue Démocratique comme point de départ. Ceci requiert des investissements dans la société civile tel qu'au travers du Forum de la Paix de Beni.

La société civile de Beni: Commencer à organiser et à développer immédiatement des activités conjointes pour démontrer leur impact:

La société civile de Beni comprend les inquiétudes déontologiques et de transparence mais rejette la supposition selon laquelle on ne peut avoir confiance en la société civile et que le secteur de la construction de la paix ne peut être amélioré. La société civile devrait regarder son exclusion actuelle de l'I4S comme une opportunité de se préparer à mieux influencer la communauté internationale.

MASSACRES EN RDC: L'HISTOIRE RÉCENTE DE LA VIOLENCE AU NORD-KIVU

Sélection d'événements violents au cours des 24 derniers mois



1625
Morts depuis
septembre 2014

Data via ACLED (acleddata.com)



“Ils l’ont tailladé et mis dans une porcherie,” a rapporté un survivant à [Al Jazeera](#). Ce témoignage terrifiant a été collecté le samedi 13 août, après une attaque armée dans la ville de Béni, dans l’Est de la RDC. Ce n’est pas la première fois que Beni est ciblée. Depuis 2016, de très nombreuses personnes sont décédées dans plusieurs attaques et au moins 1 625 personnes ont été tuées dans la région du Nord-Kivu lors des 24 derniers mois.

Cette note est fondée sur les recommandations dressées lors de plusieurs ateliers de la société civile se déroulant à Beni entre mars et août 2016 et organisés en réponse aux attaques. Les tueries ont eu lieu dans un contexte d’instabilité et de conflit endémique dans la région des Grands Lacs, dans l’Afrique centrale. Les recherches montrent que plusieurs réseaux de groupes armés transfrontaliers peuvent être responsables de ces attaques – et beaucoup blâment les groupes rebelles ayant des liens supposés avec l’Uganda – mais le tableau est complexe et changeant.

La seule certitude est que la violence perdure depuis bien trop longtemps : le dernier massacre était prévisible étant donné le contexte des modèles de conflit dans cette zone de l’Est de la RDC. Cela ne signifie cependant pas que rien ne puisse être fait. Peace Direct soutient depuis plus d’une décennie les artisans de paix locaux dans l’Est de la RDC, avec un succès notable dans le secours et la réintégration

des enfants soldats embrigadés dans des groupes similaires à ceux impliqués dans les attaques de Béni. Peace Direct a également effectué un plaidoyer en faveur de l’intégration d’une stratégie pour la société civile dans l’I4S, qui tente de coordonner la majeure partie de la communauté internationale.

L’impulsion pour ces actions est locale et opportune. Au début de l’année 2016, l’une de nos organisations partenaires locales a été approchée par une personnalité clé de la société civile dans la ville de Béni, ville dans laquelle les communautés ont exigé une réunion pour discuter de la question suivante : pourquoi cette dernière est-elle touchée d’une manière disproportionnée par les massacres en comparaison avec d’autres régions de la RDC ?

En réponse, Peace Direct a facilité un certain nombre de consultations avec des organisations locales dans le cadre du développement du Forum de la Paix de Béni. Elles avaient pour but d’identifier davantage de capacités pour la consolidation de la paix et d’établir des priorités pour les actions locales. Ces étapes peuvent contribuer à permettre aux artisans de paix locaux à mieux influencer le déroulement de ces événements. Cela ne sera ni rapide ni facile mais nous savons qu’il y a un énorme potentiel dans la société civile existante pour atténuer, répondre et finalement éviter de nouvelles atrocités.

Eviter de nouvelles atrocités: les recommandations de la société civile

Lors des consultations menées par Peace Direct a été identifié un certain nombre d’actions pour soutenir les artisans de la paix à Beni. Ce sont ces actions qui mettront fin, selon eux, aux violences :

UN: La communauté internationale devrait renforcer la capacité des organisations locales à empêcher les violences et à y répondre.

Les consultations de Beni ont permis d’identifier une série d’individus, d’institutions et de réseaux informels pouvant contribuer à la construction de la paix à Béni. Les consultations ont également permis de mettre en évidence les interventions locales réussies, les plus efficaces étant celles où de nombreuses parties prenantes, y compris le gouvernement, ont travaillé ensemble. Il n’y a cependant pas de mécanismes de coordination dans ce secteur. Alors que des exercices de cartographie ont permis d’identifier de nombreux acteurs locaux (pour plus d’informations à ce sujet, voir [Insight on Conflict](#)), beaucoup de ces derniers manquent encore de capacités organisationnelles et de systèmes de gestion pour mettre en œuvre des activités appropriées à l’échelle souhaitée. Des formations portant sur le développement organisationnel seraient particulièrement souhaitées. Des projets pertinents

qui pourraient être soutenus ont également été identifiés. De tels projets incluent une veille communautaire et des programmes de sensibilisation via des émissions de radio et des activités culturelles, des activités conjointes entre civils et militaires pour renforcer la base d’une coopération sur le long-terme et enfin, une éducation civique et électorale à Beni afin de réduire le risque de manipulation politique. Le risque de justice populaire et de meurtres de vengeance est particulièrement élevé au vu du contexte actuel et du processus électoral controversé. Le dialogue social est donc de la plus haute importance. De petites subventions ou un soutien en nature peuvent avoir un grand impact pour les organisations volontaires et informelles. Les acteurs internationaux doivent cependant s’engager à identifier et travailler aux côtés des groupes locaux, pour des projets à petite échelle si nécessaire.

DEUX: Les organisations locales devraient organiser et initier des activités conjointes pour augmenter leur travail et démontrer leur crédibilité à la communauté internationale.

Bien qu'il ne soit pas opportun pour la communauté internationale de perdre confiance dans les capacités locales de paix, il n'est pas non plus réaliste de penser que la communauté de bailleurs va immédiatement commencer à accorder d'importantes subventions directes à des petites organisations locales. La société civile congolaise rejette la supposition selon laquelle toutes les organisations locales seraient mal gérées, mais reconnaît qu'il est nécessaire d'apaiser ces inquiétudes légitimes. Le Forum de la Paix de Beni devrait prouver son engagement en matière de pratiques exemplaires d'intégrité et de transparence. Cela devrait également être accompagné par un soutien des capacités sur le long-terme, un plaidoyer commun pour obtenir la documentation légale et avoir un point de contact avec les autorités congolaises et ainsi que par une identification des organisations capables de participer au forum de consolidation de la paix.

Pour améliorer la collaboration au sein de la société civile dans le domaine de la consolidation de la paix, une étape significative serait de mettre en place des initiatives de partage d'information, de mutualisation des ressources et de démontrer les capacités des organisations locales d'organiser et d'augmenter leur impact. De manière significative, cela devrait inclure un réseau d'alerte précoce et de réponse rapide (EWER) à Beni, qui préparerait le forum à mettre en œuvre des réponses organisées aux dynamiques de conflit. L'expérience de Peace Direct avec le réseau EWER local INAMA au [Burundi](#) montre qu'il est possible d'exploiter les capacités des organisations locales afin de fournir une connaissance approfondie et sans précédent des dynamiques de violence. Une étude de 2015 a démontré le vif intérêt de la communauté internationale pour la mise en place d'un système similaire dans l'Est de la RDC, où Peace Direct a déjà dressé une liste des [opérations d'alerte précoce](#). Mais ces groupes sont *ad hoc*, non cohérents et ne partagent pas leurs informations avec les organisations locales, les unités de protection de l'ONU et les civils. Un partage d'informations fiable au sein de la société civile fournirait aux communautés un système efficace de veille des indicateurs de conflits et des incidents, notamment des mouvements des groupes armés, et permettrait aux allocations de ressources ciblées de soutenir les activités de consolidation de la paix.

TROIS: Le gouvernement congolais devrait intégrer les acteurs locaux dans la prise de décision, faire de Beni une zone prioritaire dans sa stratégie dans l'Est du

Congo et assurer la protection des défenseurs des droits de l'homme.

Le gouvernement congolais doit montrer son engagement à la population de Beni. Il doit soutenir les organisations locales pour la consolidation de la paix voulant devenir des entités légales formelles, conduire un audit des capacités locales pour créer une base pour des engagements futurs, identifier les acteurs clés de la paix à Beni et garantir leur présence dans les discussions portant sur les stratégies de développement nationales et internationales dans l'Est de la RDC. Cela doit inclure, en particulier, la prise de décision sur le financement issu du Plan gouvernemental de Stabilisation et de Reconstruction pour l'Est de la RDC. Le gouvernement doit également développer une stratégie pour protéger les défenseurs des droits de l'homme, qui, par leur profession, courent particulièrement le risque d'être perçus comme menace par les groupes armés qu'ils combattent.

QUATRE: La MONUSCO devrait s'engager à développer une stratégie afin de soutenir la collaboration entre les organisations de la société civile et mieux séquencer la Stratégie d'appui de stabilisation à la Sécurité internationale (I4S).

L'I4S n'a pas choisi Beni comme zone prioritaire, mais les conversations de Peace Direct avec l'Unité d'Appui à la Stabilisation de la MONUSCO révèlent qu'il y a une opportunité pour les partenaires locaux de devenir plus impliqués mais aussi d'être soutenus par la mission internationale de maintien de la paix. Toute analyse de la situation à Beni en vue de l'I4S doit prendre en considération les capacités locales existantes et prioriser le développement d'une stratégie locale de la société civile. Cela devrait être lié au pilier du Dialogue Démocratique de l'I4S qui permettra la coordination ascendante de la communauté internationale. Il est important que le pilier du Dialogue Démocratique ait suffisamment de temps pour informer tous les autres piliers de l'I4S avant de se lancer dans le financement à grande échelle, s'assurant ainsi que les acteurs locaux aient eu assez de temps et de marge de manœuvre pour informer et anticiper les décisions de financement futures. De cette façon, Beni verra le séquençage approprié des piliers de l'I4S, avec le pilier du Dialogue Démocratique en tête, afin de se diriger de manière plus formelle vers la coordination ascendante des ressources locales, nationales et internationales.

Les clés du succès dans la consolidation de la paix locale

Prenant en compte le travail de Peace Direct en RDC et ailleurs dans le monde, les points suivants devraient être considérés dans l'expansion de la consolidation de la paix locale :

Il doit y avoir une stratégie de sortie :

Un mécanisme pour la suppression progressive du soutien aux organisations locales émanant de la communauté internationale doit exister. Cela ne signifie pas que les OING ne doivent pas être impliqués dans le long terme, mais que l'aide au projet doit être apportée dans le cadre du renforcement de la capacité des groupes communautaires à concevoir et à mettre en œuvre leur propre travail. A Beni, il est prévu que l'aide des OING soit la bienvenue et il y aura probablement toujours une certaine volonté d'un soutien venant de l'extérieur, en particulier en ce qui concerne les dispositions financières, techniques ou matérielles. Ce qui est important c'est que les OING cherchent à réduire leur participation directe et à promouvoir le succès et la reconnaissance des acteurs locaux à distance.

Le soutien doit être adapté à la situation :

Les obstacles à la paix à Beni sont nombreux et complexes. Ils peuvent sembler trop nombreux pour être véritablement abordés dans un seul projet, mais s'ils peuvent être identifiés, ils peuvent également être traités. La recherche pour cette note a identifié une série de problèmes pertinents, incluant mais sans s'y limiter: une crise de

confiance entre la population locale et les services de sécurité; l'absence de distinction claire entre les rôles civils et militaires; des restrictions à la liberté d'expression et de mouvement des défenseurs des droits de l'homme; un environnement d'information globalement pauvre donnant lieu à des rumeurs dangereuses; l'absence d'une vision commune de la société civile et un potentiel de manipulation politique des acteurs locaux, y compris certains acteurs impliqués dans la consolidation de la paix. Ces éléments doivent être compris et pris en considération lorsque l'on travaille sur les réponses de la société civile à la violence commise à Beni.

L'ensemble de la société civile devrait être mobilisée :

Il y a une grande variété d'acteurs œuvrant pour la consolidation de la paix dans la société civile de Beni, bien qu'ils ne se définissent pas de la sorte. La cartographie des parties prenantes réalisée pour cette note, a identifié de nombreux individus, sociétés et organisations formelles et informelles travaillant sur les questions de conflits et de sécurité dans la région. Leurs connaissances, compétences et expériences doivent être exploitées. Bien qu'il ne soit pas possible de tous les intégrer dans un projet au sens propre, ils ont tous un rôle à jouer dans la paix, et ce rôle sera indispensable pour assurer l'adhésion dans les domaines politiques, la sensibilisation et le soutien communautaire ainsi que la coordination des groupes sociaux disparates. Ceci est ce qui va finalement apporter la paix durable à Beni.

Le support aux acteurs locaux devrait être progressif:

La distribution incrémentale de support est importante pour les collaborations locales émergentes afin de gérer les tensions qui pourraient apparaître lorsque plus de ressources deviennent disponibles pour les acteurs locaux. Il existe des risques de gouvernance liés au financement externe si des processus de gestion ne sont pas développés en parallèle. Cependant, une introduction graduelle du financement combinée à une préparation préliminaire, à un renforcement des capacités et à une gestion de la transparence peut faciliter l'identification rapide de tensions et la résolution de celles-ci. Pour cette raison, le financement devrait être distribué graduellement.

Les communications doivent bâtir la confiance envers la consolidation de la paix locale :

Le secteur local de consolidation de la paix à Beni n'a pas de

Témoignane d'un acteur clé:

"Des massacres ont lieu à Beni depuis plus d'un an et demi. Ils sont rarement revendiqués par qui que ce soit, bien que l'armée congolaise annonce régulièrement des opérations contre le groupe rebelle ougandais ADF, qui est soupçonné d'avoir participé activement aux attaques meurtrières. Certains se demandent pourquoi l'opération militaire prend autant de temps. Soutenir la société civile pour aider à construire la paix pourrait avoir un impact important dans la région. Cela pourrait inclure le soutien aux médias locaux dans leurs campagnes de paix, aider les organisations de la société civile à établir des mécanismes de coordination et développer leur capacité de planification stratégique. Pour sa part, la société civile doit assurer l'inclusion de tous les points de vue et définir le travail spécifique de plaidoyer à chaque niveau d'autorité de la RDC. Les dirigeants locaux seront essentiels. Le leader local dans ma région est un homme courageux et une figure emblématique à Beni - écouté, respecté et neutre. Il veut la paix."

Un militant local

stratégie de communication, ce qui limite sa capacité à changer les attitudes des décideurs politiques, des donateurs et des communautés locales. Ceci est malheureux étant donné le fait que les acteurs basés à Beni ont beaucoup à offrir, tant en terme d'information pour la communauté internationale et le gouvernement par rapport à ce qui peut et est accompli à travers la consolidation de la paix locale, qu'en terme de confiance engendrée envers la viabilité des efforts de paix parmi les communautés. Il reste encore beaucoup à faire pour mettre en valeur le travail accompli et pour communiquer aux parties intéressées. Il faut prendre en considération les perceptions erronées courantes par rapport à ce secteur à Beni qui contraignent la confiance (par exemple, l'idée que la consolidation de la paix se fait à petite échelle, que la société civile manque d'intégrité, qu'il y a un manque de connaissances quant à la distribution des rôles, et que la stabilité est un prérequis aux activités de consolidation de la paix).

Le suivi et l'évaluation devraient considérer l'infrastructure de la consolidation de la paix en elle-même :

Malgré les références fréquentes aux approches dirigées localement en consolidation de la paix, il est difficile de savoir si celles-ci supportent vraiment la responsabilisation du leadership local. Une partie centrale d'un soutien significatif aux acteurs locaux inclut des mécanismes de suivi et d'évaluation spécifiques au contexte. À Beni, cela signifie de permettre au Forum de la Paix de Beni d'analyser non seulement ses activités de consolidation de la paix mais aussi de considérer l'appropriation locale, le développement et la neutralité des structures du réseau en elles-mêmes. Ceci renforcera la confiance et le support pour son développement à long terme en tant qu'acteur clé de la paix.

Les prochaines étapes pour la mise en œuvre d'une stratégie de la société civile à Beni

Activités clés pour développer ce travail et consolider la paix à Beni

La société civile devrait se préparer à collaborer avec la communauté internationale :

Il est important que la société civile soit préparée pour une collaboration internationale substantielle, la plus probable étant la priorisation de Beni par l'I4S. Le Forum de la Paix de Beni devrait être supporté pour continuer son travail d'organisation des acteurs locaux et augmenter de leur impact sur la consolidation de la paix. Ceci préparera la société civile à mieux coopérer avec le pilier de Dialogue Démocratique de l'I4S, permettant ainsi d'avoir plus de temps pour informer tous les autres piliers de l'I4S, *avant* de s'engager dans un financement à grande échelle. De cette façon, Beni sera mieux préparée pour assurer le séquençage adéquat de l'I4S, étant informée de la capacité locale existante et des meilleures pratiques. De plus, la société

civile devrait évaluer les partenaires internationaux potentiels en prévision de consortia de financement. Ceci aidera à la valorisation de la société au sein de consortia de financement qui ont tendance à être dominés par des acteurs internationaux.

Développer un système local de EWER pour Beni :

Parallèlement au développement de stratégies pour informer les piliers de l'I4S, le Forum de Paix de Beni doit être supporté pour mieux utiliser et disséminer l'information qu'il est capable de générer à partir de son réseau local. Peace Direct compte utiliser son expérience avec [INAMA](#), au Burundi, pour supporter cette initiative qui sera importante pour la prévention de conflit en plus d'être un bon exercice pour renforcer la capacité de collaboration du forum avec d'autres organisations.

À PROPOS DE CETTE NOTE D'INFORMATION

Peace Direct est une ONG internationale qui travaille avec les populations locales pour construire un monde juste, exempt de conflits violents.

Le contenu et les recommandations de ce rapport sont basées sur une variété de sources. Celles-ci incluent une revue de littérature, une analyse de système spécifique à la RDC et des ateliers menés par un consultant local en consolidation de la paix dans le Nord Kivu pendant le printemps et l'été 2016. Les ateliers incluaient des discussions avec 60 représentants d'organisations de consolidation de la paix locales, une analyse des parties prenantes et des acteurs, ainsi qu'une évaluation des capacités locales. Peace Direct a aussi mené une recherche pour identifier les capacités d'[alerte précoce](#) de conflit au niveau local dans l'Est de la RDC. Cette note se base sur plus de dix années d'expérience avec des organisations de consolidation de la paix locales au Nord et Sud Kivu.

Peace Direct est disponible pour consultation supplémentaire par rapport à la RDC. Pour plus d'information, prière de contacter Tom Gillhespy à tom.gillhespy@peacedirect.org.